

1987, chapitre 59
**LOI MODIFIANT LA LOI SUR
LES SYNDICATS PROFESSIONNELS**

Projet de loi 123

présenté par M. Pierre Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation

Présenté le 18 novembre 1986

Principe adopté le 17 mars 1987

Adopté le 23 juin 1987

Sanctionné le 23 juin 1987

Entrée en vigueur: le 23 juin 1987

Loi modifiée:

Loi sur le Bureau de la statistique (L.R.Q., chapitre B-8)





CHAPITRE 59

Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels

[Sanctionnée le 23 juin 1987]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

- c. S-40, a. 1,
mod. **1.** L'article 1 de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40) est modifié par la suppression, aux deuxième et troisième lignes du paragraphe 3, des mots «et des statuts» et des mots «d'approuver ces statuts et».
- c. S-40, a. 2,
mod. **2.** L'article 2 de cette loi est modifié:
- 1° par la suppression, à la deuxième ligne du premier alinéa, des mots «et d'au plus vingt-cinq, des»;
- 2° par la suppression du quatrième alinéa.
- c. S-40, a. 4,
mod. **3.** L'article 4 de cette loi est modifié par la suppression, aux deuxième, troisième et quatrième lignes, des mots «; mais ces modifications et ces nouveaux règlements n'ont d'effet qu'après avoir été approuvés par l'inspecteur général».
- c. S-40,
a. 19,
mod. **4.** L'article 19 de cette loi est modifié par le remplacement, à la première ligne du deuxième alinéa, du mot «statuts» par le mot «règlements».
- c. S-40,
a. 25,
mod. **5.** L'article 25 de cette loi est modifié par le remplacement, à la cinquième ligne du paragraphe b du troisième alinéa, du mot «statuts» par le mot «règlements».

c. S-40,
a, 29, aj.

Approbation
non requise

6. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 28, du suivant :

« **29.** Malgré toute disposition législative à l'effet contraire, les associations, syndicats, unions, fédérations ou confédérations de telles associations ou syndicats, régis par la Loi sur les syndicats professionnels, ne sont pas tenus, à compter du 23 juin 1987, de faire approuver leurs statuts et règlements, à l'exception des statuts établissant une caisse spéciale d'indemnités, une caisse spéciale de secours ou toute autre caisse de même nature. ».

Entrée en
vigueur

7. La présente loi entre en vigueur le 23 juin 1987.